

« L'Europe a besoin des migrants »

MIGRATION Des voix internationales s'élèvent en faveur d'une autre politique de l'UE

- ▶ L'UE peine à élaborer son plan migration.
- ▶ Le secrétaire général d'Amnesty International, Salil Shetty, et le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des migrants, François Crépeau, sont venus prendre part au débat.

Je reviens de la frontière entre le Liban et la Syrie, j'y ai parlé avec ces familles qui ont fui la guerre, détaille le secrétaire général d'Amnesty International, Salil Shetty. Il n'y en a pas une dont le but ultime est de vivre en Europe. Elles veulent toutes rentrer chez elles, mais ce n'est pas possible pour l'instant. Sur 4 millions de réfugiés syriens, 95 % vivent dans quatre pays voisins de la Syrie. Au Liban, désormais, un habitant sur cinq est un réfugié syrien. Il est temps que l'Union européenne accepte de partager cet effort. Or on en est loin... »

« 2 millions de réfugiés dans l'UE et pas 20.000 ! »

FRANÇOIS CRÉPEAU,
RAPPORTEUR SPÉCIAL DE L'ONU

« L'UE essaie de convaincre ses Etats membres de réinstaller sur leur sol 20.000 réfugiés syriens, précise François Crépeau, rapporteur spécial de l'ONU pour les droits des migrants. Et on n'est pas encore arrivés à un accord alors qu'il ne s'agit que de 0,00004 % de la population européenne ! C'est un ou deux millions de personnes qu'il faudrait accueillir, en les répartissant dans les pays membres. Techniquement, ce serait assez simple. »

Alors que les ministres de l'Intérieur de l'UE n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un plan de répartition des demandeurs

d'asile proposé par la Commission, et que la migration sera au menu la semaine prochaine du Conseil Affaires étrangères puis du sommet européen, Salil Shetty et François Crépeau sont venus avec toute leur autorité morale pour faire pression. Mais ce ne sont pas les autorités de l'UE qu'il faut convaincre, mais bien les Etats membres...

« J'ai rencontré la Haute représentante Federica Mogherini, reprend Salil Shetty, qui m'a réaffirmé l'engagement sans faille de l'Union européenne à promouvoir et défendre les droits humains en Europe et dans le monde. Mais concernant les migrants, les pays membres ont encore beaucoup de chemin à faire. Il a été décidé d'agir pour éviter les noyades en Méditerranée, ce que nous apprécions évidemment, et de lutter contre les trafiquants... Mais il faut aussi trouver des solutions à long terme ».

« On voit comme il est difficile pour les 28 d'élaborer un agenda migration, et il sera encore plus difficile de le mettre en application, poursuit François Crépeau. On assiste à l'échec du Règlement de Dublin, qui exige que les migrants soient enregistrés dans leur pays d'entrée en Europe et qu'ils y restent jusqu'à ce qu'une décision soit prise à leur propos. Or, la plupart des migrants veulent aller dans d'autres pays européens et tentent donc d'échapper à cet enregistrement. Faut-il donc enregistrer de force des femmes et des enfants en pleurs ? Il est urgent de changer cette logique, de mettre au point un système d'enregistrement qui

permette la mobilité. Les migrants demanderont alors à être enregistrés, on saura combien de personnes veulent aller dans quel pays, et on pourra, le cas échéant, aider financièrement un pays qui reçoit davantage de

migrants. »

Mais, sur cette question, les dirigeants politiques européens freinent des quatre fers car ils re-

doutent une montée des populismes... « Sur la migration, les populistes sont les champions de la propagande, et les dirigeants qui devraient rétablir les vérités, mettre les faits sur la table préfèrent se taire, car ils redoutent une sanction électorale », se désole le secrétaire général d'AI.

« Or, il faudrait un vrai grand débat public sur le rôle bénéfique des migrants pour nos sociétés, enchaîne François Crépeau. L'Europe a besoin de la force de travail des migrants dans certains secteurs de son économie comme l'agriculture, la construction, l'horeca et les soins aux personnes. Sans eux, on ne s'en sortirait pas. Or, on voit la Hongrie qui veut construire un mur sur sa frontière avec la Serbie. Tout ce qui limite la mobilité des migrants ne va servir qu'à enrichir les trafiquants, avec un risque

accru de violations des droits humains. L'effet obtenu sera exactement le contraire de celui qui est espéré. C'est comme lorsque les Etats-Unis ont décrété la prohibition de l'alcool. Les trafiquants sont devenus très riches et très puissants. Alors l'Etat a finalement décidé de légaliser l'alcool mais de le contrôler et le taxer. Avec la migration, c'est cela aussi qu'il faut faire : la légaliser, la contrôler via des visas humanitaires ou de travail. Tout le monde en sortira gagnant, sauf les trafiquants... » Par ailleurs, on apprenait jeudi par un consortium de journalistes européens que les pays de l'UE ont dépensé 11,3 milliards d'euros depuis 2000 pour renvoyer les migrants illégaux et 1,6 milliard d'euros pour assurer la protection des frontières de l'Europe. ■

VÉRONIQUE KIESEL

POLÉMIQUE

**Sarkozy
et les « fuites d'eau »**

L'ancien président français Nicolas Sarkozy a comparé jeudi l'afflux de migrants en

Europe à une grosse fuite d'eau, et raillé la proposition de répartir les demandeurs d'asile entre les pays de l'Union. Dans « une maison, il y a une canalisation qui explose, elle se déverse dans la cuisine », a dit M. Sarkozy.

« Le réparateur arrive et dit, j'ai une solution : on va garder la moitié pour la cuisine, mettre un quart dans le salon, un quart dans la chambre des parents et si ça ne suffit pas il reste la chambre des enfants », a-t-il ironisé. (afp)

actions choc Des funérailles dignes, à Berlin...

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

Ils réclament la « chute du Mur de l'Europe ». Et pour faire prendre conscience à l'opinion du drame qui se joue aux frontières du continent, un collectif d'artistes berlinois a décidé d'aller chercher des corps de migrants noyés en Méditerranée pour les enterrer dans les cimetières de la capitale.

« Nous ne voulons plus laisser les morts de l'Europe se décomposer dans des sacs plastique, au fond d'un frigo ou dans les fosses communes anonymes. Nous voulons transférer le problème en Allemagne, en redonnant leur dignité aux victimes de la politique européenne », explique Justus Lenz, porte-parole du mouvement artistique « Centre pour la beauté politique » (ZPS, Zentrum für politische Schönheit).

Ce groupement d'artistes s'est fait connaître fin 2014 en installant aux frontières européennes des croix dédiées aux victimes du Mur de Berlin – qu'ils avaient volées. « Il y a eu plus de morts en six mois qu'en 28 ans pendant le Mur de Berlin », insiste Justus Lenz.

Une « marche des volontaires » est organi-

sée ce dimanche au cœur du Berlin politique avec l'installation d'un « cimetière » devant la chancellerie. « Les corps seront enterrés sous les yeux des bureaucrates assassins », dit le porte-parole. « Notre ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, coordonne depuis son bureau la guerre de protection anti-migrants et le verrouillage militaire de l'Europe », accuse-t-il.

« Si vous êtes migrant, il est plus rapide d'arriver mort que vivant en Allemagne » JUSTUS LENZ, DU COLLECTIF ZPS

La performance artistique, qui s'intitule « Les morts arrivent », a débuté en début de semaine avec l'enterrement d'une Syrienne noyée en Méditerranée avec un de ses enfants (qu'on n'a jamais retrouvé). L'enterrement a été organisé avec les proches de la victime et un imam. Angela Merkel et son ministre de l'Intérieur ont été invités à la cérémonie. Mais les chaises sont restées vides. Une image immortalisée par tous les médias présents.

D'autres enterrements sont prévus cette semaine à Berlin (un migrant doit être inhu-

mé ce vendredi à midi). Mais l'action devrait encore se poursuivre dans les prochains mois. « Tant que les murs ne tomberont pas aux frontières de l'Europe, les morts continueront d'arriver à Berlin », promet le porte-parole du collectif.

La semaine dernière, une camionnette de pompes funèbres italiennes a été interceptée en Bavière lors d'un contrôle de routine, avec deux cercueils à l'intérieur. Mais elle a pu repartir. « Toute cette opération est légale », insiste Justus Lenz. Selon lui, il n'y a eu aucun obstacle administratif pour obtenir des papiers afin d'exhumer, de transporter et d'enterrer les corps à Berlin. « Si vous êtes migrant, il est plus rapide d'arriver mort que vivant en Allemagne », constate-t-il.

Certains responsables politiques ont déjà condamné le « manque de piété » de cette opération ultra-médiatisée. « Les morts ne doivent faire l'objet d'une action artistique », a dénoncé Volker Beck, un des leaders des Verts. Un argument qui fait bondir Justus Lenz : « Que ces gens aillent voir les cadavres des migrants aux frontières de l'Europe pour réfléchir à la signification du mot piété. » ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU